

Mot du Représentant des ONGs nationales lors du Briefing des Etats membres des Nations sur la situation humanitaire en République Démocratique du Congo à Geneve (03/05/2022)

Excellence,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Je prends la parole au nom des organisations non-gouvernementales humanitaires et de développement en République Démocratique du Congo qui remercient les Nations-Unies à travers la Coordination des Affaires Humanitaires, OCHA en sigle, d'avoir permis que leur voix soit entendue en cette occasion à travers ces quelques points.

I. Bref rappel de la situation humanitaire

La situation humanitaire demeure encore précaire en République Démocratique du Congo, fondamentalement causée par la pauvreté structurelle, mais aggravée par les conflits armés, affectant sévèrement et principalement les femmes et les enfants. Des catastrophes naturelles sont venues s'ajouter aux tueries causées par les groupes armés, toujours actifs à l'Est du pays (Nord-Kivu, Sud Kivu et Ituri), malgré l'Etat de siège et la mutualisation des forces entre l'armée congolaise et l'armée ougandaise.

Ce tableau est assombri un peu plus par des relents de « régionalisme » dans la cohabitation entre les Communautés de l'ex-Kasaï et celles de l'ex-Katanga, vivant dans ce dernier espace et la résurgence de la Maladie à Virus Ebola dans la province de l'Equateur.

En outre, la RDC subit aussi l'onde de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, notamment par des perturbations dans l'approvisionnement des produits pétroliers, avec un risque direct sur les prix des produits alimentaires et biens de première nécessité, ainsi que sur le coût des transports des biens et des personnes.

Comme conséquences :

- La RDC est parmi les pays abritant des nombres les plus élevés de personnes déplacées au monde et le plus nombreux sur le continent africain.
- Le pays compte 5,5 millions de personnes déplacées internes, quelques 1,2 million de personnes retournées et 517.140 personnes réfugiées et demandeurs d'asile des pays voisins, selon le Bureau de Coordination des Actions Humanitaires de l'ONU (OCHA).
- La RDC demeure le premier pays au monde au regard du nombre de personnes en insécurité alimentaire aigüe, avec 27 millions de personnes affectées ;
- Exploitation des enfants dans les mines ;
- Viol utilisé comme arme de guerre ;
- Accès difficile aux populations touchées par la famine ou fuyant les atrocités ;
- Inondations, accidents (ferroviaires, routiers et fluviaux), incendies ; la persistance des épidémies et décès maternels causés par la faiblesse du système sanitaire et la destruction des infrastructures sanitaires par les conflits armés ;
- Des efforts de redressement du Gouvernement sont certes visibles (réhabilitation des routes, augmentation du salaire des Fonctionnaires de l'Etat), mais, demeurent encore torpillés par des cas de détournements et de corruption : d'où nécessité d'intensifier la « patrouille financière » entamée par l'Inspection Générale des Finances ;

II. Insuffisance de l'aide humanitaire face aux besoins changeants causés par l'instabilité sécuritaire et déplacement pendulaire des populations.

Chaque jour qui passe, on enregistre de nouvelles personnes déplacées internes à la suite des exactions des groupes armés dans les deux Kivu, le Tanganyika, le Maniema et l'Ituri. Les besoins de ces personnes affectées par les catastrophes sont nombreux. Cependant, l'aide apportée ne couvre pas tous les besoins des personnes affectées.

Chaque année, le Gouvernement congolais et la communauté humanitaire ciblent, à l'aide des critères objectifs, les populations affectées pouvant bénéficier de l'aide humanitaire essentielle et en calcule les coûts dans un plan d'action humanitaire. Ces dernières années, les budgets des PAH ne sont pas couverts. Ce qui fait que ; beaucoup de personnes déplacées restent injustement sans aide humanitaire pendant tout leur temps de déplacement et sont parfois obligées de rentrer dans leurs villages, malgré l'intensification de l'insécurité. C'est le cas de certains déplacés des Zones de Santé de Mambasa, Tchomia, Mongwalu, etc. se trouvant en Ituri.

En outre les courageuses populations sont fatiguées de l'aide humanitaire même si, celle-ci les aide à faire face à leur niveau de vulnérabilité. Elles demandent que les causes profondes des conflits armés soient analysées et attaquées pour assurer une paix durable et un développement harmonieux.

III. De partenariat, localisation et Grand Bargain

L'enquête initiée en 2021 par la FICR en RDC donne les résultats ci-après :

- Seuls les Bailleurs de fonds et ONGI connaissent la localisation et en sont signataires de GB ;
- Comme partenaires, les acteurs locaux ne sont pas traités au même titre que les internationaux, notamment sur les coûts indirects ;
- Les potentiels des acteurs locaux moins réalisés dans les opérations humanitaires ;
- Les réalisations des acteurs locaux moins reconnus par les internationaux dans leurs rapports ;
- Seules les ONGS nationales sont pointées du doigt en matière de fraude et corruption ;
- Les besoins des acteurs locaux en matière de renforcement de capacité moins adressés dans les projets de financement ;
- Les acteurs internationaux participent moins dans les mécanismes locaux de coordination.

Ces résultats montrent qu'il y a encore beaucoup à faire dans le cadre de la localisation en République Démocratique du Congo.

IV. Cri d'alarme des populations affectées à la Communauté Internationale

Les Organisations non-gouvernementales nationales de la République Démocratique du Congo sont avec les populations avant, pendant et après les catastrophes et connaissent bien les soucis majeurs de celles-ci. Ainsi, en remerciant les États membres des NU pour leur soutien à la RDC depuis plus de décennies, les ONGS nationales se permettent-elles de porter à l'attention des États membres cet appel de détresse résumé en ces termes et en demandant de (d') :

- Vu la gravité de la situation humanitaire précaire, ne pas négliger la solidarité internationale avec la RDC à cause des crises en Ukraine et d'ailleurs, mobiliser

davantage des ressources financières permettant de réaliser effectivement le Plan de Réponse Humanitaire 2021 – 2022 en faveur des populations en détresse ;

- Soutenir le Gouvernement de la RDC à assurer efficacement l'intégrité territoriale du pays, la protection des personnes ainsi que leurs biens et travailler sur les causes qui attirent les jeunes à se faire recruter dans des groupes armés. La mise en œuvre effective du Programme de Développement Local des 145 Territoires, lancé par le Gouvernement y contribuerait certainement ;
- Pousser toutes les Parties prenantes à respecter l'Accord-cadre d'Addis-Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo.

Les ONGs nationales profitent du cri d'alarme des populations pour recommander ceci :

- Appuyer, dans le cadre de la localisation, la coordination et le renforcement des capacités des ONGS nationales en vue de la pérennisation des acquis ;
- Faciliter l'inclusion d'indicateurs pour le renforcement des capacités et transfert des compétences des acteurs internationaux aux acteurs locaux ;
- Appuyer le Groupe de référence de la RD Congo pour une application effective des engagements pris par les signataires de Grand Bargain.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Boniface Nakwagelewi ata Deagbo,
Représentant des ONGS nationales en RDC